

Il faut parler haut et clair

Nous taire plus longtemps, en présence de la situation créée, tant au Canada qu'en France, par les agissements de M. Rodolphe Forget, serait encourir le juste reproche "une complicité louche.

Tant qu'il était possible de douter, tant que les éléments décisifs pour asseoir une opinion raisonnée et éclairée nous ont paru insuffisants, nous avons préféré nous taire. Plutôt que de commettre une injustice, nous nous sommes abstenus d'intervenir.

Le premier, de toute la presse canadienne-française, le "Soleil", l'année dernière, a jeté un cri d'alarme ; par l'étude du premier rapport financier de la "Quebec Railway Light, Heat and Power", - autrement dit du "Merger de Québec, il a signalé au public les faits d'une gravité exceptionnelle, qui se dégagent du rapport officiel même.

C'était un avertissement à M. Rod. Forget une mise en demeure d'abandonner des méthodes financières inacceptables et dont les résultats ne pouvaient manquer fatalement d'être désastreux.

Depuis lors, nous avons fait crédit à M. Forget, mais nous n'avons cessé de nous renseigner scrupuleusement à toutes les sources d'information.

Aujourd'hui, nous sommes en possession d'un ensemble de faits, d'un faisceau d'informations qui nous permettent de conclure qu'il est urgent, nécessaire de sortir de notre réserve : le moment est venu pour nous de parler, de parler ferme et net, de dire ce que nous avons appris, de mettre sous les yeux du public et des gouvernants, les résultats de nos enquêtes, quelles que puissent être les risques que nous puissions encourir de ce fait.

Il s'agit, en effet, de protéger et défendre la réputation même du Canada à l'étranger, réputation singulièrement compromise par les opérations de M. Forget sur le marché français, ses méthodes et ses fausses représentations qui peuvent, à bon droit, être considérées comme des abus de confiance.

Il s'agit de sauver, s'il se peut, de la catastrophe qui les menace, les millions d'argent français, râlés par M. Rod. Forget ; nous verrons par quels subterfuges et artifices il a réussi à priver les souscripteurs français, aussi bien ceux de la banque Internationale que ceux du Québec Railway Québec-Saguenay, du Québec Eastern, ou du Eastern Power and Light, du contrôle qui leur revenait de droit.